



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Deuxième chambre

La demande d'avis introduite le 29 janvier 2024 par la Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique, sur un projet d'arrêté du Gouvernement 'relatif à la mesure d'orientation professionnelle « semaines d'initiation » de l'Institut pour la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les PME', portant le numéro 75.479/2 du rôle de la section de législation du Conseil d'État, a été rayée du rôle le 30 janvier 2024, conformément à l'article 84, § 5, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.